leur refus d'exprimer clairement leurs divergences avec ces groupes, et la volonté autoritaire de certains d'entre eux et de certaines d'entre elles de faire taire toute opposition ou de légitimer les attaques de *La Discordia* ou de *Mille babords*, force à constater qu'ils et elles jouent aujourd'hui les petites mains d'un combat dans lequel ils et elles-mêmes risquent de se retrouver plus tard emporté-e-s.

Nous exprimons donc par cette adresse, et malgré des désaccords avec certains et certaines protagonistes des débats en cours, notre solidarité à *La Discordia* et à *Mille Babords*, ainsi qu'aux compagnons et compagnonnes parfois très proches qui ont eu à subir les attaques de ces derniers mois. Nous organiserons dans les prochaines mois un certain nombre d'initiatives pour exprimer notre point de vue et notre solidarité, et appelons les compagnons et compagnonnes à ne pas détourner le regard de ce qui se joue-là, par crainte du conflit ou impression que ça ne les concerne pas, et à s'intéresser de plus près aux débats. Pour conclure nous n'entendons pas laisser intimider des camarades ou nous laisser intimider par des menaces, des insultes ou des violences.

Caen, Février 2017.
La bande à Velpo.

Fin de concession.

" Faudrait pas prendre les enfants du bon dieu ,
pour des canards sauvages ! "

LE 28 OCTOBRE DERNIER, devait se tenir à Marseille, dans les locaux de l'association *Mille Babords*, une discussion intitulée *« S'opposer au racialisme ».* Cette discussion a été attaquée par un groupe se définissant comme *"racisé-e-s"*, et déniant, au nom de leur condition de *" premiers et premières concernées "*, toute possibilité aux organisateurs et organisatrices du débat, et à ceux et celles qui étaient présent-e-s la légitimité d'entreprendre toute discussion.

Dans la foulée, des participants et participantes à cette discussion ont été frappés, un *Infokiosk* et une bibliothèque renversés et les vitres de *Mille Babords* brisées. Par la suite, ces identitaires ont expliqué qu'ils et elles n'étaient venus qu' *"armé-e-s de tracts"*, et que la baston avait été déclenchée par des organisateurs et des organisatrices, qui ont sans nul doute pris le soin de renverser bibliothèque et infokiosk, et de briser la vitrine de l'association qui les accueillait. Il n'en demeure pas moins que les assaillant-e-s avaient

promis à ceux et celles-ci de ne pas leur laisser la parole.

Cette attaque n'est pas inédite. Quelques mois plus tôt, ce sont les locaux de la bibliothèque anarchiste *La Discordia* à Paris qui ont été à plusieurs reprises dégradés. Ces agressions et ces manières d'envisager la lutte ne sont pas juste des considérations d'ordre exotiques, typiquement marseillaises ou parisiennes. Elles étendent déjà depuis un moment leurs boues dans le marécage militant caennais.

Certains compagnons en ont subi les foudres publiques lors d'un débat organisé par un collectif féministe, où des positions anti-religieuses ont été réduites à l'intériorisation de réflexes racistes. Idem, lors d'un colloque organisé à l'université de Caen autour de Pierre-Joseph Proudhon. D'autres ont essuyé le même type d'accusations lors de la loi travail, dans des AG et des moments de lutte. Enfin plusieurs d'entre nous à travers des rapports plus interpersonnels autour de leur supposé sexisme.

Ces énoncés implacables assignent à des rôles et font fi de l'épaisseur et de la complexité du vécus des individu-e-s ou des groupes visés. Elles ont le mérite, pour celles et ceux qui les professent, de clore le débat. Dans chacune de ces circonstances, malgré des intentions parfois contradictoires, ce sont des idéologies et des grilles de lectures sensiblement identiques qui travaillent. Ce sont d'ailleurs ces mêmes dynamiques qui ont poussé des anarchistes participant au séminaire universitaire *Pratiques et pensées de l'émancipation* à prendre leur distance avec l'expérience après l'invitation de Zahra Alli, l'auteure à La Fabrique de l'ouvrage *Féminismes islamiques,* finalement remplacée par Hanane Karimi.

Nous n'entendons pas par cet appel nous poser en position de victimes, tant les positions de victimes ou de bourreaux sont interchangeables à l'envie, ou tant elles interdisent aujourd'hui en étant essentialisées tout débat. Nous n'entendons pas plus défendre l'idée, que dans ces histoires, il n'existe que deux camps.

Nous ne sommes, pour notre part, pas opposés à la non mixité de quelque sorte qu'elle soit, si elle ne vise pas à prendre la parole au nom d'un peuple, d'une race fût-elle sociale, d'un genre ou d'une classe, et qu'elle interdise de la sorte toute autre prise de position. Nous confirmons que ces groupes permettent bel et bien à certains moments de déjouer des rapports de domination et d'exploitation qui peuvent traverser les groupes révolutionnaires ou les luttes. Des vécus ou des prises de conscience d'un vécu commun de femmes, d'esclaves, d'exploité-e-s, de colonisé-e-s ont toujours nourri, y compris de manière conflictuelle, les luttes révolutionnaires. A contrario, l'assignation d'individus, de groupes, de collectif, de luttes ou de Partis à priori à ces catégories et groupes sociaux ne préjugent en rien du caractère émancipateur de leur lutte. Par ailleurs, nous ne nions pas que le racisme est un rapport de domination, et affirmons depuis longtemps qu'il n'est pas un rapport de domination secondaire comme l'affirment nombre de marxistes.

Là où par contre nous nous sentons solidaires avec des camarades révolutionnaires, c'est que dans ce débat, une poignée d'individus entendent faire taire toute parole au nom de leur prétendu race ou genre. Ce glissement est très dangereux, puisqu'il substitue à l'analyse du contenu et des intentions du discours, l'origine sociale essentialisée de celui ou celle qui le tient. Nous continuons de penser qu'une praxis révolutionnaire portée par un vieux mâle blanc est plus pertinente qu'une praxis nationaliste portée par une arabe ou une noire homosexuelle. Nous continuons également de penser par ailleurs que le racisme comme le sexisme ne sont jamais des rapports de domination univoques. La domination coloniale ou les formes d'oppression qui s'exercent sur les quartiers dits « populaires » ne peuvent, par exemple, être réduites au seul prisme du racisme, mais également à celui de l'exploitation capitaliste et étatique. Quant aux luttes décoloniales, elles ont souvent été traversées par des formes de domination : le maintien du joug capitaliste local soutenue par la construction d'Etats-nation.

Nous continuons de refuser également de faire référence à la *"race sociale"*, ou aux *"racisé-e-s"*. Nous pensons non seulement que toute référence à la race, fût-elle sociale, est dangereuse dans un moment où l'éthno-différentialisme appuie ses théories racistes sur les différences culturelles, mais qu'en plus en dénonçant le stigmate, elle le renforce paradoxalement, et rend tout dépassement des assignations très complexe. Nous continuons aussi de refuser d'utiliser le terme *« islamophobie »*, parce qu'il nous semble qu'il rend difficile toute critique de l'islam, et que nous restons persuadés qu'une religion même stigmatisée reste un rapport de domination. Nous refusons également cette façon de concevoir la domination, pour ce qu'elle fabrique concrètement dans les luttes et nos relations. Enfin nous la refusons parce que, séparément ou communément, les grilles de lecture en terme d'*"islamophobie"*, de *"racisé-e-s"* et de *"races sociales"* sont aujourd'hui l'objet d'OPA d'institutions, de groupes confessionnels et réactionnaires, de groupes douteux comme le *Parti des Indigènes de la République*, et d'une partie du milieu universitaire, qui visent à jouer dans le champ politique et institutionnel un rôle de représentation, et avec lesquels nous ne souhaitons entretenir aucune relation.

Nous savons que de nombreux et de nombreuses camarades s'appuyant sur ces références ne suivent pas les mêmes lignes de lecture que ces groupes. C'est pour ces raisons que nous refusons de les assimiler. Par contre,